10 avril 2019

Madame, monsieur,

J’ai l’ honneur de m’adresser à vous en ma qualité de Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, conformément à la Résolution 1994/45 de la Commission des droits de l’homme, ainsi que les Résolutions 16/7, 23/25 et 32/19 du Conseil des droits de l’homme.   
Conformément à mon mandat, j’ai identifié la question des mauvais traitements et de la violence à l'égard des femmes durant les soins de santé sexuelle et reproductive et l’accouchement, comme objet de mon prochain rapport thématique qui sera présenté à la 74ème session de l'Assemblée Générale en septembre 2019.

Les mauvais traitements et la violence contre les femmes durant les soins de santé sexuelle et reproductive et l’accouchement dans des établissements de soins constituent une violation grave des droits fondamentaux des femmes, qui s’applique dans tous les contextes géographiques et dans tous les niveaux de revenus.[[1]](#footnote-1) Dans un communiqué publié en 2014, l'Organisation mondiale de la santé a signalé qu'un traitement irrespectueux et abusif se produit pendant l'accouchement dans un établissement de soins et comprend « d’agressions physiques, d’humiliations graves, d’agressions verbales, de procédures médicales imposées de manière coercitive ou effectuées sans l’obtention d’un consentement (incluant la stérilisation), de manque de confidentialité, d’absence de consentement pleinement éclairé, de refus de leur administrer des médicaments contre la douleur, de violations flagrantes de leur intimité, de refus d’admission dans les établissements de santé, de négligence entraînant des complications évitables et qui constituent une menace pour leur vie, et la détention des femmes et de leur bébé dans l’établissement, après la naissance, lorsque la mère est incapable d’acquitter les frais exigés. »[[2]](#footnote-2)

Des organismes et des experts internationaux des droits de l'homme se sont penchés sur certains types de mauvais traitement et de violence, mais ils se sont concentrés sur un nombre limité de problèmes et leur analyse de ces problèmes n'a généralement pas pris en compte le contexte plus large dans lequel se produisent les mauvais traitements et violences. Dans mon prochain rapport, j’ai pour objectif de m'appuyer sur les normes existantes pour offrir une présentation plus globale des mauvais traitements et de la violence subis par les femmes lors de l'accès aux services de santé en matière de procréation, en particulier lors de l'accouchement en établissement, ainsi que de ses causes et fournir des recommandations aux États sur la manière de traiter ces problèmes. En tant que tel, le rapport cherchera à jeter des bases pour permettre aux États d'élaborer des politiques et des stratégies appropriées pour garantir une approche des soins de santé fondée sur les droits de l'homme et la responsabilisation à l'égard des obligations en matière de droits de l'homme et des engagements politiques. Mon rapport sera le premier rapport sur les droits de l'homme rédigé par les Procédures Spéciales consacrée à la question des mauvais traitements et de la violence subis par les femmes pendant les traitements de santé procréative et les accouchements en établissement, et s'inscrivant dans le contexte plus large d'un continuum de violations aux droits sexuels et reproductifs.

À cet égard, je souhaiterais obtenir les vues des États, des organisations non gouvernementales, des institutions nationales des droits de l'homme et des universitaires, sur les questions suivantes:

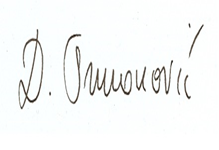
1. Veuillez indiquer s'il existe dans votre pays des cas de mauvais traitements et de violence à l'égard des femmes pendant les soins de santé procréative, en particulier les accouchements en établissement. Dans l’affirmative, veuillez préciser le type de cas et décrire la réponse de votre pays ainsi que les bonnes pratiques, y compris en matière de protection des droits de l’homme;
2. Veuillez préciser si un consentement complet et éclairé est donné pour tout type de soins de santé sexuelle et reproductive et si ceux-ci incluent les soins liés à l'accouchement;
3. Veuillez préciser s'il existe dans les établissements de santé des mécanismes de mise en responsabilité garantissant réparation pour les victimes de mauvais traitements et de violence, notamment au moyen de plaintes, indemnisation financière, reconnaissance d’actes répréhensibles et garantissant la non-répétition. Indiquer si le médiateur est chargé de traiter ces violations des droits humains.
4. Votre système de santé a-t-il des politiques guidant les réponses sanitaires à la violence à l'égard des femmes et qui sont conformes aux directives et normes de l'OMS en la matière, voir:

<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/259489/9789241513005-eng.pdf;jsessionid=87D2C09FA4E78A6C623ADA9989B2E34E?sequence=1>

<https://www.who.int/reproductivehealth/publications/violence/9789241548595/en/>

Toutes les soumissions doivent être envoyées à Roberta Serrentino ([mserrentino@ohchr.org](mailto:mserrentino@ohchr.org), +41229179915) et à Orlagh McCann ([omcann@ohchr.org](mailto:omcann@ohchr.org), + 41229179902) ou à [vaw@ohchr.org](mailto:vaw@ohchr.org) avant le **17 mai 2019.** Vous êtes priés de fournir vos soumissions en anglais, français ou espagnol, qui sont les langues de travail du Secrétariat.

Je vous prie d’agréer, Excellence, l’assurance de ma très haute considération



Dubravka Šimonovic

Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

1. Bohren MA et al., The Mistreatment of Women during Childbirth in Health Facilities Globally: A Mixed-Methods Systematic Review, available at: <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1001847> [↑](#footnote-ref-1)
2. <https://www.who.int/reproductivehealth/topics/maternal_perinatal/statement-childbirth/en/> [↑](#footnote-ref-2)